



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
SUD-EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

OPÉRATION

**PROJET DE DÉMOLITION / RECONSTRUCTION DU MUR DE LA
GENDARMERIE DE BELLEGARDE-SUR-VALSERINE (01)
CASERNE BEAUSEJOUR**

DOCUMENT

**MARCHE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE
PROGRAMME ET CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIÈRES (CCTP)**

MAÎTRE D'OUVRAGE

ÉTAT - MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

CONDUITE D'OPERATION



**SGAMI SUD EST
DIRECTION DE L'IMMOBILIER
BUREAU EXPLOITATION ET MAINTENANCE
SECTION LOCALE IMMOBILIÈRE 38
44 avenue Rhin et Danube BP2326
38 000 GRENOBLE CEDEX 2
Tel : 04.76.84.70.56
Courriel : sgami-se-di-sli38@interieur.gouv.fr**

Table des matières

1. DESCRIPTION ET LOCALISATION DES OUVRAGES.....	4
2. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR.....	6
2.1. Pouvoir adjudicateur.....	6
2.2. Conduite d'opération.....	6
2.3. Contrôle technique construction.....	6
2.4. Coordination SPS.....	6
3. OBJET DU MARCHE.....	6
4. CONTRAINTES.....	6
4.1. Contraintes urbanistiques et environnementales.....	6
4.2. Contraintes réglementaires.....	7
4.2.1. Réglementation incendie.....	7
4.2.2. Réglementation générale.....	7
5. EXIGENCES.....	8
5.1. Exigences fonctionnelles.....	8
5.1.1. Durant la phase travaux.....	8
5.2. Exigences qualitatives.....	8
6. DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES ÉLÉMENTS DE MISSIONS.....	8
6.1. Obligations concernant la sécurité et la protection de la santé.....	8
6.2. Présentation des documents d'études.....	8
7. MISSIONS RETENUES.....	9
7.1. Études de diagnostic (DIA).....	10
7.1.1. Objet des études de diagnostic.....	10
7.1.2. Documents à remettre au Maître de l'Ouvrage.....	10
7.2. Avant-Projet (AVP).....	10
7.2.1. Objet des études d'avant-projet sommaire (APS).....	10
7.2.2. Documents à remettre au maître d'ouvrage.....	11
7.2.3. Études d'Avant-Projet Définitif (APD).....	11
7.2.4. Élaboration de l'APD.....	11
7.3. Études de projet (PRO).....	12
7.3.1. Objet des études de Projet.....	12
7.3.2. Documents à remettre au maître d'ouvrage.....	13
7.4. Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT).....	14
7.4.1. Objet de la mission ACT.....	14
7.4.2. Documents à remettre au maître d'ouvrage.....	14
7.5. Études d'exécution (EXE).....	15
7.5.1. Objet des études d'exécution et de synthèse.....	15
7.5.2. Documents à remettre au maître d'ouvrage.....	15
7.6. Visa des études d'exécution et de synthèse (VISA).....	15
7.6.1. Objet de la mission visa des études d'exécution et de synthèse.....	15
7.6.2. Documents à réaliser par la Maîtrise d'œuvre.....	16
7.7. Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET).....	16
7.7.1. Objet de la mission DET.....	16
7.7.2. Tâches à effectuer.....	17
7.8. Assistance aux opérations de réception (AOR).....	18
7.8.1. Objet de la mission AOR.....	18
7.8.2. Prestations confiées et documents à remettre au maître d'ouvrage.....	18
8. CONDITIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES D'EXÉCUTION DE LA MISSION.....	19
8.1. Pièces constitutives du marché.....	19
8.1.1. Pièces Particulières.....	19
8.1.2. Pièces générales.....	19

8.2. Décomposition du marché.....	19
8.3. Délais de remise des documents.....	20
8.4. Pénalités.....	20
9. MODALITÉS DE RÈGLEMENTS.....	20
10. CONDITIONS D'ACCÈS AU SITE.....	22
11. CONFIDENTIALITÉ.....	22
12. FORME DES PRIX.....	23
13. OS MISSION DET.....	23
14. ADMISSION.....	24
15. ASSURANCE.....	24
16. ARRÊT TEMPORAIRE DES PRESTATIONS.....	24
17. RÉSILIATION.....	24
18. RÈGLEMENT DES LITIGES.....	25
19. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	25
20. CAHIER DES CLAUSES DÉROGATOIRES AU CCAG.....	25
21. SIGNATURE.....	25

1. DESCRIPTION ET LOCALISATION DES OUVRAGES

Le Peloton de Surveillance et d'Intervention de la Gendarmerie (PSIG) est situé au 1 place du Sorgia à VALSERHÔNE (01) .

Il est constitué de 6 bâtiments :

- 5 bâtiments sont réservés aux logements des militaires et de leurs familles, dont un est un bâtiment administratif, classé ERP avec des locaux d'activité de type W, en R+3.
- 1 bâtiment est constitué de locaux de stockage (vélo, motos, etc ...). Il est adossé au mur d'enceinte Nord , et présente des désordres structurels. Le bâtiment 6 et le mur d'enceinte font l'objet du présent CCTP.
- Le mur d'enceinte Nord s'est partiellement effondré en juillet 2025 sur environ 70m de longueur.

Vu d'ensemble :



Bâtiment 6 à intégrer à l'étude :



Vue d'ensemble et détaillée de la partie effondrée du mur :



2. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

2.1. Pouvoir adjudicateur

M. le Préfet délégué pour la défense et la Sécurité

2.2. Conduite d'opération

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud-Est (SGAMI SE)

Direction de l'Immobilier

Bureau de l'Exploitation et de la Maintenance

Section Locale Immobilière 38 (SLI 38)

44 Avenue Rhin et Danube, BP2326, 38033 GRENOBLE CEDEX 2

Contact : Olivier VIAL

Téléphone 06.71.84.20.68

Mail : olivier.vial@interieur.gouv.fr

2.3. Contrôle technique construction

Une mission de contrôle technique sera prise pour le démarrage de la phase APD au plus tard.

2.4. Coordination SPS

Une mission de coordination SPS sera prise pour le démarrage de la phase APD au plus tard.

3. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché concerne un marché de maîtrise d'œuvre en vue de déconstruire et reconstruire le mur d'enceinte nord de la Gendarmerie

En juin 2024, le montant des travaux à réaliser, avait été estimé à 250 000 € HT.

4. CONTRAINTES

4.1. Contraintes urbanistiques et environnementales

Le concepteur devra prendre en compte et respecter toutes les contraintes d'urbanisme en vigueur au jour du démarrage des travaux.

Il devra de plus se conformer aux règles d'urbanisme générales (Code de la construction et de l'urbanisme), aux obligations résultantes de la situation naturelle des lieux.

Le concepteur devra impérativement prendre en considération les contraintes résultantes de l'environnement du site.

Les contraintes liées à la circulation routière sur le site seront aussi intégrées au projet, notamment durant la phase travaux.

De même, le maître d'œuvre devra prendre en compte les effets des nuisances générées à l'environnement (nuisances sonores, poussières, etc.) par le chantier afin de les limiter au maximum.

4.2. Contraintes réglementaires

4.2.1. Réglementation incendie

Le Maître d'œuvre devra se conformer strictement aux dispositions législatives et réglementaires du Code du Travail.

Les objectifs à atteindre en matière de prévention et de lutte contre les incendies sont les suivants :

- Assurer la protection des personnes, celles directement menacées ainsi que les sapeurs-pompiers. Cette protection s'assure non seulement en facilitant l'évacuation des personnes, en cas d'incendie, mais également en évitant tout risque de panique.
- Éviter les pertes en biens, pertes directes par l'action du feu et pertes indirectes par écroulement des bâtiments et mettre en action des moyens d'extinction,
- Mettre à disposition les moyens d'extinction appropriés,
- Faciliter l'action des sapeurs-pompiers par une accessibilité aisée des différentes parties des bâtiments et en n'imposant pas aux services de secours une mise en œuvre de moyens trop lourds.

4.2.2. Réglementation générale

Les ouvrages devront impérativement être conformes, tant au niveau de la conception qu'au niveau de l'exécution :

- Aux lois, décrets, arrêtés, circulaires,
- Aux Normes et D.T.U.,
- Aux règles de l'Art et règles professionnelles,
- Au Code du Travail
- Aux Codes de l'Urbanisme, de la Construction et de l'Habitation
- Aux fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux Marchés Publics du bâtiment,
- Aux règles relatives à l'utilisation et aux économies d'énergies.

Sont également applicables toutes réglementations particulières liées au site dans lequel sera édifié l'ouvrage.

En cas de contradiction entre certaines prescriptions dans les différents textes, on prendra la prescription la plus contraignante.

5. EXIGENCES

5.1. Exigences fonctionnelles

5.1.1. Durant la phase travaux

Travaux réalisés en site occupé

La caserne de Gendarmerie continuera de fonctionner durant l'ensemble de l'opération, tant sur le plan opérationnel que sur le plan de la vie des familles.

5.2. Exigences qualitatives

Le mur de soutènement crée respectera les exigences et les contraintes des règles de l'art en matière de maçonnerie.

Le mur de soutènement devra permettre le maintien et le drainage du terrain en amont.

6. DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES ÉLÉMENTS DE MISSIONS

6.1. Obligations concernant la sécurité et la protection de la santé

En plus des dispositions légales, le maître d'œuvre doit en phase conception :

- inviter systématiquement le coordonnateur de sécurité aux réunions se rapportant à la conception ;
- adresser simultanément au coordinateur de sécurité un exemplaire des documents d'études remis au maître de l'ouvrage ;
- prendre en compte sans frais supplémentaires les observations du coordonnateur de sécurité.

En cas de difficulté pour mettre en œuvre les recommandations ou les observations du coordonnateur de sécurité, le maître d'œuvre explicite dans un rapport adressé au maître de l'ouvrage :

- les recommandations concernées ou les observations faites par le coordonnateur de sécurité ;
- les difficultés d'ordre architectural, technique, économique ou de délai, engendrées par ces recommandations ou ces observations ;
- les solutions et leurs conséquences pour résoudre la difficulté.

6.2. Présentation des documents d'études

Les dossiers remis pour chaque élément de mission par le maître d'œuvre seront composés des éléments suivants :

- En version dématérialisée (dont une version reproductible) au format :
 - doc et pdf les documents textes
 - xls et pdf pour les tableurs
 - Autocad et pdf pour les documents graphiques
 - NOTA : pour les autorisations urbanistiques, en vue de leur instruction, le titulaire fournira autant d'exemplaires papiers que nécessaire (entre 6 à 10 exemplaires), que ce soit pour le dépôt du dossier ou les éventuels compléments demandés par les institutions.

Comprenant entre autres :

- la reproduction des plans à leur échelle normale en couleur
- un cahier au format A3 regroupant, en réduction si nécessaire, tous les plans produits en couleur
- l'ensemble des documents écrits, tableau, notes de calcul, etc...

Les éléments dématérialisés seront envoyés via la plateforme d'envoi de fichiers volumineux de l'État supérieur à 5 Mo: France transfert (www.francetransfert.numerique.gouv.fr) au représentant du maître de l'ouvrage dont les coordonnées figurent au paragraphe 2.2 du présent CCP.

En plus des exemplaires précisés ci avant, le maître d'œuvre doit systématiquement adresser un exemplaire par mail au contrôleur technique et au coordonnateur de sécurité. Ces transmissions sont faites avec accusé de réception ou contre récépissé. La copie du récépissé est jointe aux dossiers du maître de l'ouvrage.

Au titre de chaque élément de mission décrit dans le présent CCP, le titulaire du marché devra reprendre à ses frais, tout ou partie des études jusqu'à l'obtention des avis favorables et/ou autorisations de la part des autorités compétentes (avis du maître d'ouvrage ou son représentant, du contrôleur technique, du coordinateur SPS, de l'autorité administrative en charge de l'instruction du dossier urbanistique, etc.)

7. MISSIONS RETENUES

NOTA IMPORTANT : Le contenu des éléments de mission est conforme aux dispositions de l'annexe I de l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

7.1. Études de diagnostic (DIA)

7.1.1. Objet des études de diagnostic

Les études de diagnostic permettent de renseigner le maître de l'ouvrage sur l'état du mur d'enceinte et sur la faisabilité de l'opération et ont pour objet de :

- établir un **état des lieux**. Le maître d'ouvrage a la charge de remettre à la maîtrise d'œuvre tous les renseignements en sa possession concernant le mur d'enceinte. La maîtrise d'œuvre est chargée, s'il y a lieu, d'effectuer les relevés nécessaires à l'établissement de cet état des lieux ;
- procéder à une **analyse technique** sur la résistance mécanique et sur la résistance au feu de la structure en place ;
- proposer éventuellement des études complémentaires d'investigation des existants.

7.1.2. Documents à remettre au Maître de l'Ouvrage

État des lieux

- Relevé et représentation graphique des ouvrages existants

Le maître d'œuvre complète les documents fournis par le maître d'ouvrage et établit ceux qui ne sont pas transmis.

Analyse technique

L'analyse technique s'effectue à partir de visites effectuées sur le site et avec le support des relevés d'état des lieux définis précédemment.

Le maître d'œuvre procède à l'analyse réglementaire et technique des installations. Il procède à l'examen de leur état général, constate les désordres ou anomalies localisées et examine la compatibilité avec les objectifs définis. Il définit la nature des solutions à apporter aux désordres constatés : modifications, réfection partielle ou totale, etc. Il réalise l'ensemble des plans (plan des réseaux, plan de principe, ...) nécessaires à la connaissance du site.

7.2. Avant-Projet (AVP)

7.2.1. Objet des études d'avant-projet sommaire (APS)

Les études d'avant-projet sommaire, fondées sur la solution d'ensemble retenue à l'issue des études de diagnostics approuvées par le maître de l'ouvrage, ont pour objet de :

- proposer une ou plusieurs solutions d'ensemble traduisant les éléments du programme et d'en présenter les dispositions générales techniques envisagées ainsi qu'éventuellement les performances techniques à atteindre ;
- vérifier la compatibilité de la solution retenue avec les contraintes du programme et du site ainsi qu'avec les différentes contraintes environnementales et de voisinages ;

- indiquer des durées prévisionnelles de réalisation ;
- établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées décomposé par corps d'état ;
- proposer éventuellement des études complémentaires d'investigation des existants en fonction des renseignements fournis lors des études de diagnostic.

Dans le cadre de ces études d'APS, des réunions de concertation sont organisées avec le maître d'ouvrage où sont fournies des explications sur les options architecturales, techniques et économiques proposées.

Les comptes rendus de ces réunions sont établis par le maître d'œuvre et transmis aux intervenants sous un délai maximum de 48 heures après la réunion par courriel.

7.2.2. Documents à remettre au maître d'ouvrage

- Note de présentation de l'avant-projet justifiant le parti retenu.
- Formalisation graphique de la solution préconisée sous forme de plans, coupes et élévations à l'échelle de 1/200 (0,5 cm/m) avec certains détails significatifs au 1/100 (1 cm/m)
- Notice descriptive sommaire (aspects extérieurs, traitement des abords, gestion des accès dans les zones difficilement accessibles, ...)
- Notice explicative des dispositions et performances techniques proposées
- Indication d'un délai global de réalisation de l'opération comprenant, le cas échéant, un phasage par tranches techniques ou fonctionnelles
- Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux décomposé par ensemble technique

Les études d'APS sont présentées au maître d'ouvrage pour approbation.

7.2.3. Études d'Avant-Projet Définitif (APD)

Les études d'avant-projet définitif comportent deux parties :

7.2.4. Élaboration de l'APD

Objet des études APD

Les études d'avant-projet définitif, fondées sur la solution d'ensemble retenue à l'issue des études d'avant-projet sommaire approuvées par le maître de l'ouvrage ont pour objet de :

- Vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- Arrêter en plans, coupes et façades, les dimensions de l'ouvrage, ainsi que son aspect ;
- Définir les principes de structure, ainsi que leur dimensionnement indicatif ;
- Justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques et les raccordements ;

- Permettre au maître de l'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance ;
- Établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposés en lots séparés si besoin ;

Dans le cadre de ces études d'APD, des réunions de concertation sont organisées avec le maître d'ouvrage où sont fournies, au fur et à mesure, des explications sur les solutions architecturales, techniques et économiques proposées.

Les comptes rendus de ces réunions sont établis par le maître d'œuvre et transmis aux intervenants sous un délai maximum de 48 heures après la réunion par courriel.

Documents à remettre au maître d'ouvrage au titre de l'APD

- Réponse faite aux observations formulées lors de l'approbation de l'APS
- Liste des adaptations apportées à l'APS par l'APD tant en termes de fonctionnement et surface, que qualitatives
- Formalisation graphique de l'APD proposé sous forme de plans, coupes, élévations, de l'ouvrage et de ses abords extérieurs à l'échelle de 1/100 (1 cm/m) avec certains détails au 1/50 (2 cm/m)
- Plans de principes de structure et leur pré dimensionnement ; tracés de réseaux enterrés si concerné à l'échelle de 1/100 (climatisation, électricité,)
- Descriptif détaillé des solutions techniques retenues et notamment des installations techniques avec note de calcul de pré-dimensionnement
- Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposée en lots séparés
- Planning détaillé des travaux, y compris phasage
- Note de calcul de résistance du mur de soutènements

Les études d'APD sont présentées au maître d'ouvrage pour approbation.

7.3. Études de projet (PRO)

7.3.1. Objet des études de Projet

Les études de projet, fondées sur le programme arrêté et les études d'avant-projet (APS et APD) approuvées par le maître d'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, découlant de l'autorisation administrative requise, définissent la conception générale de l'ouvrage.

Les études de projet ont pour objet de :

- Préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux ainsi que les conditions de leur mise en œuvre
- Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques

- Préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides et, en fonction du mode de dévolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages

- Établir un coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base d'un avant métré

- Permettre au maître d'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage et, par ailleurs, d'estimer les coûts de son exploitation

- Déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage.

Dans le cadre de ces études de PRO, des réunions de concertation sont organisées avec le maître d'ouvrage où sont fournies, au fur et à mesure, des explications sur les solutions architecturales, techniques et économiques proposées.

Les comptes rendus de ces réunions sont établis par le maître d'œuvre et transmis aux intervenants sous un délai maximum de 48 heures après la réunion par courriel.

7.3.2. Documents à remettre au maître d'ouvrage

Documents graphiques

- Formalisation graphique du projet sous forme de plans, coupes et élévations de l'ouvrage et de ses abords extérieurs à l'échelle de 1/50.

- Formalisation du principe d'accès au chantier tant sur le plan de la démolition que de la construction en prenant en compte les contraintes du site et du voisinage.

- Plan de principe d'installation et d'accès de chantier.

Documents écrits

- Réponse faite aux observations formulées lors de l'approbation de l'APD

- Liste des adaptations apportées à l'APD par le PRO tant en terme de fonctionnement que qualitatives

- Présentation du coût prévisionnel des travaux décomposée par corps d'état et de l'avant-métré sur la base duquel il a été établi ;

- Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, décomposés par lots ou corps d'état, qui sera joint au DCE ;

- Détermination des coûts d'exploitation et de maintenance ;

Les études de projet sont présentées au maître d'ouvrage pour approbation.

7.4. Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)

7.4.1. Objet de la mission ACT

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- Préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au contrat ainsi que des pièces élaborées par la maîtrise d'œuvre correspondant à l'étape de la conception choisie par le maître d'ouvrage pour cette consultation. Le dossier est différent selon que la dévolution est prévue par marchés séparés ou à des entreprises groupées ou à l'entreprise générale

- Préparer, s'il y a lieu, la sélection des candidats et analyser les candidatures obtenues ;
- Analyser les offres des entreprises, s'il y a lieu les variantes à ces offres ; procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation ; analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art et établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisés dans le règlement de la consultation. La partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux. L'analyse se fera sur la base d'un tableur remis par le maître d'ouvrage selon les critères et sous-critères proposés par le maître d'œuvre et validés par le maître d'ouvrage.

- Préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître d'ouvrage.

7.4.2. Documents à remettre au maître d'ouvrage

Élaboration du DCE - Dossier de consultation des entreprises

Le DCE est élaboré en fonction des options prises par le maître d'ouvrage pour le mode de dévolution des marchés de travaux (entreprise générale, lots séparés, entreprises groupées). Il tient compte du niveau de conception choisi par le maître d'ouvrage pour lancer la consultation (APD, projet ou EXE).

Le maître d'œuvre établit la liste des pièces écrites et graphiques nécessaires à la consultation des entreprises, qu'il a élaborées ou qui ont été fournies par le maître d'ouvrage, les collecte et les regroupe dans le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) qui comprend ainsi :

- les plans, pièces écrites et cadre de décomposition de prix global et forfaitaire (avec ou sans les quantités) établis par le maître d'œuvre – à définir avec le maître d'ouvrage,
- les éventuels autres documents produits soit par le maître d'ouvrage soit par les autres intervenants (notamment PGC, rapport initial du contrôleur technique, études de sondages des sols, diagnostics divers, prescriptions des concessionnaires, etc.).

Consultation des entreprises

- Proposition au maître d'ouvrage des critères de sélection et de qualification à insérer dans l'avis de publicité pour chaque lot ou corps d'état ;
- Proposition des index de révision, par corps d'état ou par lot ;
- Proposition d'une liste de pénalités applicables aux entreprises ;
- Réalisation d'un planning global de travaux à joindre à la consultation décomposé par corps d'états ou par lot ;
- Établissement d'un rapport d'analyse des candidatures et proposition de sélection au maître d'ouvrage, le tableur permettant l'analyse et la rédaction du rapport sera fourni par le maître d'ouvrage ;
- Le cas échéant, réponses aux questions posées par les entreprises suivant les modalités définies avec le maître d'ouvrage ;
- Établissement d'un rapport comparatif d'analyse technique et financière des offres et, s'il y a lieu, de leurs variantes ;
- Dans le cas où des variantes, acceptées par le maître d'ouvrage, remettent en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, la reprise des études ne donnera pas lieu à une rémunération supplémentaire ;
- Proposition d'une liste d'entreprises susceptibles d'être retenues (offres économiquement les plus avantageuses).

Mise au point des marchés de travaux

Le maître d'œuvre met au point les pièces constitutives du marché en vue de sa signature par le maître d'ouvrage et l'entrepreneur.

7.5. Études d'exécution (EXE)

7.5.1. Objet des études d'exécution et de synthèse

Dans le cadre du présent marché, les études d'exécution seront intégralement réalisées par les entreprises.

7.5.2. Documents à remettre au maître d'ouvrage

Sans objet pour le présent marché.

7.6. Visa des études d'exécution et de synthèse (VISA)

7.6.1. Objet de la mission visa des études d'exécution et de synthèse

Les études d'exécution sont intégralement réalisées par les entreprises, le maître d'œuvre s'assure que les documents qu'elles ont établis respectent les dispositions du projet et, dans ce cas, leur délivre son visa.

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faite par le ou les entrepreneurs ainsi que leur visa par le maître d'œuvre ont pour objet d'assurer au maître d'ouvrage que les documents établis par l'entrepreneur respectent les dispositions du projet établi

par le maître d'œuvre. Le cas échéant, le maître d'œuvre participe aux travaux de la cellule de synthèse.

L'examen de la conformité au projet comporte la détection des anomalies normalement décelables par un homme de l'art.

7.6.2. Documents à réaliser par la Maîtrise d'œuvre

- Dès la notification des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit un état récapitulatif des documents à produire au titre des études d'exécution et soumis à son visa. Cet état précise la nature du document et la date limite de production. Il est notifié à l'entreprise par ordre de service.

- Examen de la conformité des plans et documents d'exécution établis par les entrepreneurs aux documents établis par la maîtrise d'œuvre

- Suivi et reporting des avis émis par le bureau de contrôle technique construction retenu par le maître d'ouvrage.

- Établissement d'un état récapitulatif d'approbation ou d'observations de tous les documents d'exécution sous forme d'un tableau mis à jour de manière hebdomadaire et joint en annexe du compte rendu de chantier issu de la mission DET décrite ci après. Le reporting des avis du bureau de contrôle technique construction sera inclus dans cet état récapitulatif.

- Examen et approbation des matériels et matériaux et leur conformité aux prescriptions arrêtées dans le CCTP des marchés de travaux.

- Arbitrages techniques et architecturaux relatifs à ces choix et aux éventuelles variantes proposées par les entrepreneurs.

- Élaboration d'un tableau du matériel listant l'ensemble des équipements techniques mis en œuvre (marque, référence) en précisant le type et la gamme de maintenance à réaliser

7.7. Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)

7.7.1. Objet de la mission DET

La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux a pour objet de :

- s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées

- s'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelables par un homme de l'art

- s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un

- délivrer tout ordre de service et établir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier. Les ordres de services ayant un impact financier sur les marchés travaux,

ainsi que les impacts planning, seront obligatoirement visés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

- informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables
- vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les entrepreneurs ; établir les états d'acomptes ; vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur et établir le décompte général
- gérer les travaux supplémentaires, en réalisant une estimation financière, en gérant un tableau financier, en vérifiant le chiffrage des entreprises
- réaliser l'ensemble des obligations du MOE dues au titre de l'application du CCAG travaux et code des marchés publics.
- donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamation de ou des entreprises.

7.7.2. Tâches à effectuer

Direction des travaux :

- Organisation et direction des réunions de chantier
- Rédaction et diffusion des comptes rendus avec tableau de suivi des documents d'exécution
- Rédaction des ordres de service
- Rédaction des avenants au marché de travaux et rédaction des FTM sur la trame qui sera transmise par le maître d'ouvrage
- En cas de demande de sous-traitance, vérification des capacités techniques et financières des entreprises sous traitantes envisagées. Réalisation d'un tableau de suivi des sous-traitants remis à jour et diffusé tous les mois avec les situations de travaux au maître d'ouvrage
- État d'avancement général des travaux à partir du planning général

Contrôle de la conformité de la réalisation :

- Examen des documents complémentaires à produire par les entreprises, en application de leurs contrats
- Conformité des ouvrages aux prescriptions des contrats
- Rédaction et diffusion de comptes rendus d'observation
- Synthèse des choix des matériaux, échantillons ou coloris à valider par le maître d'ouvrage

Gestion financière sur l'application EDIFLEX:

- Vérification des décomptes mensuels et finaux. Établissement des états d'acompte. Calcul des révisions

- Tableau de prévision des situations des entreprises remis à jours tous les trois mois
- Examen des devis de travaux complémentaires
- Gestion du budget global en fonction du marché initial et des travaux supplémentaires, diffusion d'un tableau de suivi des dépenses relatives aux travaux tous les mois
- Examen des mémoires en réclamation (examen technique, matériel et économique) présentés au plus tard à la présentation du projet de décompte final.
- Établissement du décompte général.

NOTA : dans le cas où des FTM ou des travaux supplémentaires seraient demandés par le maître d'ouvrage en phase chantier, le suivi de ces prestations ne donnera pas lieu à une rémunération complémentaire dans la mesure où les travaux supplémentaires n'excéderont pas 5 % du montant initial du marché. Au-delà, un ajustement de la mission DET sera réalisé avec un abattement de 5 % sur le coût des travaux supplémentaires.

7.8. Assistance aux opérations de réception (AOR)

7.8.1. Objet de la mission AOR

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- d'organiser les opérations préalables à la réception des travaux
- d'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée
- de procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage
- de constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mise en œuvre.

7.8.2. Prestations confiées et documents à remettre au maître d'ouvrage

Au cours des opérations préalables à la réception, le maître d'œuvre :

- Valide les performances des installations
- Organise les réunions de contrôle de conformité
- Établi par corps d'état ou par lot la liste des réserves
- Propose au maître d'ouvrage la réception.

État des réserves et suivi

Le maître d'œuvre s'assure de la levée des réserves par les entreprises dans les délais définis.

Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Le maître d'œuvre constitue le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir du dossier de conception générale du maître d'œuvre, des plans conformes à

l'exécution remis par l'entrepreneur ainsi que des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre.

Au cours de l'année de garantie de parfait achèvement,

Le maître d'œuvre examine les désordres apparus après la réception et signalés par le maître d'ouvrage. Il coordonne et gère les interventions des entreprises. Un tableau de reporting sera réalisé et diffusé au maître d'ouvrage permettant de suivre l'avancement des désordres et leur résolution .

8. CONDITIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES D'EXÉCUTION DE LA MISSION

8.1. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-MOE, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

8.1.1. Pièces Particulières

- Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles ;
- l'annexe « décomposition du prix global et forfaitaire » ;
- Le mémoire technique établi par le titulaire ;
- Les ordres de services émis dans le cadre du présent marché.

8.1.2. Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de maîtrise d'œuvre (issu de l'arrêté du 30 mars 2021)

8.2. Décomposition du marché

Le présent marché de maîtrise d'œuvre (MOE) est non alloti dans la mesure où son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Il est prévu une décomposition en tranches : une tranche ferme et deux tranches optionnelles, définies comme suit :

- Tranche ferme (TF) :

- Missions : DIA - AVP - PRO

- Tranche optionnelle (TO1) :

Missions : ACT-DCE-EXE-VISA-DET-AOR

- Tranche optionnelle (TO2)

Mission : OPC

8.3. Délais de remise des documents

Les délais d'établissement des documents de conception sont fixés ci après :

Sous-phase	Délai	Point de départ du délai
DIA	3 semaines	A compter de la date de l'accusé réception de l'ordre de service de démarrage de prestation, ou du bon de commande correspondant
AVP : APS APD	3 semaines 3 semaines	A compter de la date de l'accusé réception de l'ordre de service de démarrage de prestation.
PRO	4 semaines	A compter de la validation de « l'avant-projet » par le maître d'ouvrage
ACT	2 semaines	Dès la fin de l'ouverture des plis
EXE-VISA	1 semaine	A compter de l'envoi de la demande
AOR	2 semaines	Dès la réception du bâtiment

8.4. Pénalités

Pénalités pour retard dans les interventions et délais d'exécution

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG-MOE, il sera prévu une pénalité de 150 euros TTC par jour calendaire pour retard dans les interventions et délais d'exécution. Cette pénalité s'appliquera sur simple constatation du retard par le maître d'ouvrage ou son représentant.

Pénalités pour retard dans la remise des documents

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG-MOE il sera prévu une pénalité de 150 euros TTC par jour calendaire pour retard dans la remise des documents. Cette pénalité s'appliquera sur simple constatation du retard par le maître d'ouvrage ou son représentant.

9. MODALITÉS DE RÈGLEMENTS

Les articles 11.2 à 11.10 du CCAG Moeu sont complétés par les dispositions suivantes :

L'ordonnance du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique dispose que les factures adressées par les fournisseurs aux structures du secteur public doivent être dématérialisées via portail CHORUS PRO accessibles à l'adresse en choisissant l'onglet travaux.

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour le dépôt des projets d'états d'acompte sur marché il convient de préciser :

- Le N° de SIRET du SGAMI : **13002033200016**.
- Le code du service : **69BPICOMPTA**

Le titulaire renseignera également sa DPGF, puis ses états d'acompte dans EDIFLEX et ajoutera en pièce jointe sa situation mensuelle.

Les accès sur le logiciel EDIFLEX seront notifiés au titulaire, par le service comptabilité du SGAMI.

Échéancier de paiement des acomptes

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous.

DIA	100 %	A validation de l'élément correspondant
AVP	100%	A validation de l'élément correspondant
PRO	100 %	A validation de l'élément correspondant
ACT - DCE	20 %	A la validation du DCE
	50 %	À la remise du rapport d'analyse des offres après négociation ou mise au point du marché
	30 %	A la notification du marché de travaux
EXE	100 %	A validation de l'élément correspondant
DET	80 %	Au prorata de l'avancement des travaux
	10 %	Remise DGD
	10 %	Suivi des litiges
VISA	100 %	Au prorata de l'avancement des travaux
OPC	80 %	Au prorata de l'avancement des travaux
	10 %	A la fin des OPR
	10 %	A la levée des réserves
AOR	20 %	A la fin des OPR
	40 %	A la remise du DOE validé par le MOE au MOA
	20 %	A l'achèvement de la levée de réserves
	20 %	A la fin du délai de GPA, durée initiale ou prolongée le cas

		échéant.
--	--	----------

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

En cas de retard de paiement, l'acheteur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions des articles L. 2192-12 et L. 2192-13 du code de la commande publique.
La formule de calculs des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M * J / 365 * Taux_{IM} + F$$

F = forfait de 40 euros de frais de recouvrement

IM = Montant des intérêts moratoires

M = montant TTC de la demande de paiement

J = nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

Aucune avance ne sera octroyée dans le cadre de la présente consultation.

10. CONDITIONS D'ACCÈS AU SITE

Le titulaire s'engage à prendre les mesures pour :

- donner préalablement à toutes interventions, les identités des personnes susceptibles d'intervenir sur le site (co-traitants et sous-traitants également) au moins 5 jours ouvrés avant la date d'intervention.
- identifier clairement toutes les personnes du projet (tenues, badge,... etc.).
- Une liste "personnel" sera tenue à jour et diffusée au SGAMI Sud-Est.

11. CONFIDENTIALITÉ

Le Titulaire est tenu de maintenir confidentielle l'intégralité des informations qui lui ont été communiquées en lien avec la prestation confiée, sans qu'il soit besoin d'explicitement systématiquement le caractère confidentiel des documents transmis. Toutes les informations dont il aura connaissance soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution sont considérées comme confidentielles.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, ni divulgués, ni publiés, ni communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, en dehors du présent marché ou à l'issue de son exécution. Le Titulaire s'engage notamment à ne pas utiliser ses connaissances sur les prestations objet du marché, sauf accord de l'administration pour accéder (ou aider un tiers à accéder) aux informations de l'administration.

Le Titulaire s'engage à étendre cette obligation de confidentialité à l'ensemble des personnes qui interviendront pour son compte ou suite à sa demande dans la réalisation des prestations objet du

présent marché, et notamment à toute personne physique ou morale, dont les produits, droits ou travaux sont incorporés, en tout ou partie, de quelque manière que ce soit dans les prestations réalisées par le Titulaire.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au Titulaire de lui retourner les éléments ou supports d'information qui lui auraient été fournis.

La violation des obligations de confidentialité par le Titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du Titulaire.

Le Titulaire du présent marché s'engage notamment :

- à garantir la confidentialité des études et des documents produits, lors de l'exécution de son marché et au-delà
- à protéger la confidentialité des travaux du Maître d'ouvrage
- à ne pas divulguer les résultats de ses travaux sans l'autorisation du Maître d'ouvrage

En outre, il est précisé qu'en dérogation à l'article 5 du CCAG toutes les pièces communiquées par l'acheteur ou réalisées par le titulaire sont à considérer comme confidentielle.

12. FORME DES PRIX

Les prestations sont conclues à prix global et forfaitaires

Lorsque la durée d'exécution du marché est supérieure à trois mois, les prix sont réputés révisibles selon la formule suivante : $0.125 + 0.875 * (In-3 / Io-3)$

ING : index « Ingénierie » mission ingénierie et architecture

Io-3 et In-3 : valeurs de l'index « ING » (base 100 en janvier 2010) respectivement au mois M0 (mois d'établissement des prix) moins trois mois, et le dernier indice connu au mois n moins trois mois, n étant le mois au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est facturable.

Pour la mise en œuvre de la clause de révision de prix, la valeur finale de l'index de référence est appréciée au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur. Les révisions provisoires ne seront pas effectuées.

Quelle que soit la durée d'exécution de l'élément de mission, la révision sera calculée sur la base du mois de remise de la prestation.

En cas de passation d'un avenant (modification financière d'un contrat), les prix établis par l'avenant sont établis aux conditions économiques du mois m0 défini ci-dessus.

Si l'index cité ci-dessus est supprimé en cours d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer un nouvel indice équivalent.

La révision de prix sera calculée à chaque état d'acompte et renseignée sur l'outil EDIFLEX.

13. OS MISSION DET

Dans le cadre de la présente opération, le maître d'ouvrage dérogera à l'article 3.8.1 du CCAG. Les ordres de service sont écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'ouvrage.

14. ADMISSION

La procédure d'admission des prestations se fera par dérogation des articles 28.2 et 29 du CCAG

Les rendus d'études seront soumis à l'examen de l'acheteur. Il analyse les documents et transmet ses observations au Titulaire dans un délai maximal de deux (2) mois à compter de la date de remise des prestations soumises à approbation. Ce délai court à compter de la date de l'accusé de réception par l'acheteur du dossier complet constituant le rendu d'études. En dérogation au CCAG, si l'acheteur ne transmet pas au Titulaire ses observations dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme temporairement arrêtée. En dérogation au CCAG, le rejet (total ou partiel) des prestations entraînera l'application de pénalités journalières de retard à compter de la date de notification du rejet des études par l'acheteur et ce jusqu'à la date à laquelle le titulaire remettra un dossier approuvé par l'acheteur avec ou sans réserve.

15. ASSURANCE

Le titulaire devra transmettre une attestation de son assureur concernant l'assurance responsabilité civile et l'assurance des risques professionnels couvrant l'étendue des prestations confiées par le titulaire au titre du marché.

16. ARRÊT TEMPORAIRE DES PRESTATIONS

Une prestation est définie par un élément d'étude. L'acheteur peut arrêter temporairement pour un motif d'intérêt général, une prestation à l'issue du délai contractuel de réalisation ou de validation de prestation. Cet arrêt temporaire des prestations n'entraîne le versement d'aucune indemnité financière d'attente pour le Titulaire. La durée de l'arrêt temporaire des prestations est libre. La reprise des prestations sera notifiée au Titulaire par un ordre de service. Dans le cas où la période de suspension des prestations est inférieure à six mois, le Titulaire n'aura le droit à aucune indemnité financière et aucun délai complémentaire pour la reprise des prestations. Dans le cas où la période suspension des prestations est supérieure à six mois, le Titulaire et l'acheteur entreront en négociation afin de définir les conditions de la reprise (négociation sur les délais et sur la rémunération).

17. RÉSILIATION

Les modalités du CCAG MOE en vigueur s'appliquent.

18. RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, le tribunal compétent est : Tribunal administratif de Lyon.

19. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le Titulaire s'engage à ce que l'acheteur puisse librement utiliser ou faire utiliser, les Résultats, même partiels, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, par tout moyen et sous toutes ses formes et pour toutes les destinations qui y sont précisés ou qui en découlent. L'acheteur doit pouvoir communiquer à des tiers les Résultats, notamment les dossiers d'études, rapports d'essais, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du Marché.

20. CAHIER DES CLAUSES DÉROGATOIRES AU CCAG

Articles du CCAG auxquels il est dérogé	Intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	Pièces constitutives
16.2.1/16.2.2/16.2.3	Délais – Pénalités - Primes
3.8.1	Ordre de services du marché de Travaux
5	confidentialité
Articles 28.2 et 29 du CCAG	Admission